

SUR INJONCTION DE BOUTEFLIKA

Goudjil et Belkhadem optent
pour des listes communes

Salah Goudjil s'est réuni dimanche dernier avec les membres du bureau national du Mouvement de redressement du FLN pour prendre une position officielle par rapport à la réunion prochaine avec la direction du parti majoritaire ordonnée par Abdelaziz Bouteflika.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Nous avons chargé Salah Goudjil de transmettre à Abdelaziz Belkhadem nos conditions pour cette rencontre au sommet», nous dira le porte-parole des redresseurs, l'ancien ministre du Tourisme, Mohamed Seghir Kara. «D'abord, nous voulons associer à cette rencontre une troisième partie, composée de personnalités nationales du parti.

Ces sages, dont nous allons convenir d'un commun accord, seront les témoins et les garants d'un accord écrit qui engagera les deux délégations. Ensuite, nous, nous ne limitons pas l'ordre du jour aux seules listes électorales.

Il s'agit aussi, pour nous, de discuter sur l'avenir du parti après les législatives, notamment tous les problèmes que nous avons soulevés depuis la création du mouvement comme l'assainisse-

ment du comité central, etc. Aussi, rien ne se fera sans consulter notre base. Bien évidemment, nous attendons les réponses ainsi que les propositions de l'autre partie.» Quoi qu'il en soit, l'on peut dire d'ores et déjà que la division au FLN appartient au passé. Du moins telle qu'elle a existé depuis octobre 2010 avec le lancement du Mouvement de redressement.

Car il s'agit bien là d'une injonction de Bouteflika en personne. A quatre reprises, il a interpellé Belkhadem sur la question. D'abord en décembre dernier en marge d'un Conseil des ministres. Puis, de manière plus insistante, le 4 janvier dernier lors de la fameuse réunion que Bouteflika avait présidée avec les principaux responsables des institutions politiques et militaires du pays. De manière ferme, Bouteflika enjoignait ce jour-là à



Salah Goudjil.

Belkhadem et à Ziari «d'en finir» avec cette histoire. «Il faut rencontrer Goudjil et régler définitivement le problème», aurait ordonné Bouteflika, selon une source très bien informée.

Bouteflika reviendra à la charge lors de la dernière réunion du Conseil des ministres avant d'interpeller encore une fois sèchement Belkhadem et Ziari au salon



Abdelaziz Belkhadem.

d'honneur de l'aéroport d'Alger le jour de la visite du président tunisien, Moncef Marzouki. «Vous êtes tenus de me régler ce problème et le plus tôt possible» ! Bouteflika, qui est également président du FLN, ordonne ainsi à Belkhadem de contacter Salah Goudjil pour procéder à l'élaboration de listes communes pour les prochaines législatives. Les pre-

miers contacts auront ainsi lieu au bureau du ministre de l'Enseignement supérieur et membre du bureau politique du parti, Rachid Harraoubia.

Goudjil y rencontrait également Tayeb Louh, le ministre du Travail. Un contact qui n'a pas été «apprécié» par les autres dirigeants du Mouvement de redressement qui «exigeront» de Goudjil de n'avoir comme interlocuteur que Belkhadem en personne. Pas moins.

Ce qui se fera d'ailleurs quelques jours plus tard. La perspective catastrophique pour le parti de voir les redresseurs confectionner leurs propres listes électorales a fini donc par faire réagir Bouteflika pour la première fois depuis l'éclatement de la crise, fin 2010.

Le pouvoir, dont la préoccupation prioritaire en ce moment est d'empêcher les islamistes de remporter les prochaines législatives, intervient ainsi lourdement pour lancer son plus grand parti «dans les meilleures conditions».

K. A.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La commission de supervision installée aujourd'hui

La machine électorale est en marche. Après l'installation, mercredi dernier, de la Commission de surveillance des élections législatives du 10 mai, composée de 21 membres en attendant que les représentants des nouveaux partis politiques et les candidats indépendants la rejoignent, c'est au tour d'une autre instance à même de garantir la transparence de ce rendez-vous électoral d'être installée.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Il s'agit de la Commission nationale de supervision des élections législatives. Cette structure, composée de 316 membres, tous des magistrats désignés par le président de la République, sera officiellement installée ce matin au Palais des nations. Cette entité est diversement appréciée par la classe politique, de ceux qui n'y voient aucune utilité à ceux se recrutant notamment dans l'Alliance présidentielle, qui la considèrent comme un gage supplémentaire donné par le président de la République en personne à l'opinion nationale mais aussi et surtout celle internationale.

Ainsi, pour le RND, et par la voix de son porte-parole, cette structure constitue une garantie de plus à même de donner davantage de transparence et de régularité à ces élections. Par la force de la loi que lui confère le décret de sa création, Chorfi pense que cette commission est de nature à battre en brèche les appréhensions. Un avis que le reste de la classe politique est loin de partager. Le MSP, qui a quitté le giron de l'Alliance présidentielle pour mettre un pied dans l'opposition, y voit un pas de plus mais qui reste de loin insuffisant. Kamel Mida, le secrétaire national chargé de l'information et des affaires politiques au sein du mouvement, affirme souhaiter que cette entité «ait plus de prérogatives que lui confère le décret de sa mise sur pied». L'autre membre de l'alliance scellée en début de semaine, Hamlaoui Akkouchi, était allé loin dans sa critique vis-à-vis de cette structure.

Dans sa conférence de presse de vendredi dernier, le secrétaire général du mouvement El Islah la dénonçait dans la forme et dans le fond. Pour lui, aussi bien l'appareil judiciaire que l'administration du pays «ne sont exempts de soupçons et la composition de ladite commission est insignifiante». «Pensez-vous sincèrement que 316 magistrats puissent assurer la régularité d'un scrutin où l'on comptabilise plus de 50 000 bureaux de vote», s'est-il interrogé.

Avis intermédiaire du côté de l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS) en attente d'agrément après avoir tenu récemment son congrès constitutif. Noureddine Bahbouh, son secrétaire général, affirme «avoir souhaité que les partis politiques siègent dans cette commission» dont il dit, «ignorer, par ailleurs, le règlement intérieur, le fonctionnement et les prérogatives». Ceci dit, l'ancien ministre de l'Agriculture avoue ne pas nourrir de préjugés, laissant son

appréciation «une fois la commission à pied d'œuvre». A noter que l'organisation et le fonctionnement de cette commission, objet d'un décret présidentiel (12-68), ont été étudiés et adoptés lors du dernier Conseil des ministres. Instituée par la loi organique portant régime électoral, elle est exclusivement composée de magistrats de la Cour suprême, du Conseil d'Etat et des autres juridictions, parmi lesquels un membre est désigné président. Ces magistrats sont chargés de superviser les opérations électorales du dépôt des candidatures au parachèvement du scrutin et l'annonce des résultats par le Conseil constitutionnel. Leur nomination a fait l'objet d'un second décret présidentiel (12-69). «Sous réserve des attributions dévolues par la Constitution et la législation en vigueur aux autres institutions concernées par le processus électoral, la commission interviendra en cas d'atteinte touchant à l'application de la loi organique relative au

régime électoral», stipule l'article n° 07. Aussi, la commission peut intervenir d'office ou sur saisine. Pour l'exercice de ses missions, la commission peut également faire tout acte d'investigation nécessaire, recueillir toute information ou charger toute personne, autorité ou institution de toute mission qu'elle juge utile pour les investigations qu'elle effectue, selon l'article 10. Ses décisions sont notifiées par tout moyen qu'elle juge adéquat et pour leur exécution, solliciter le procureur général compétent la réquisition de la force publique.

Par ailleurs, la commission peut, à la fin du scrutin, élaborer un rapport d'activités à soumettre au président de la République.

Quant à la prise en charge de ces 316 magistrats, l'article 16 note que «l'exécution des dépenses de la commission s'effectue conformément aux règles de la comptabilité publique».

M. K.

DIATRIBE DE SEDDIK CHIHAB CONTRE LE PARTI

La virulente réplique du RCD

Autant elle a tardé, autant elle est cinglante, sévère, la réplique du RCD à Seddik Chihab. Le parti de Saïd Sadi n'a pas fait l'économie des mots pour descendre en flammes le membre du bureau politique du RND et vice-président de l'APN qui affirmait, mardi dernier, que «ceux qui ont légalisé l'ex-FIS et le RCD doivent répondre de leurs actes».

Ce retard dans la réplique s'explique, selon un communiqué du RCD rendu public hier, par «les échos donnés à ses propos par certains de ses amis et sa mise au point» qui, en fait, confirme son forfait démontrant «qu'au-delà de l'individu, ce comportement est un identifiant du pouvoir.

D'où cette intervention». Le RCD accuse Chihab d'avoir «grenouillé dans le syndicalisme d'où feu Benhamouda avait exigé et

obtenu son élimination. Ses abus étaient si scabreux que même l'intervention de la Sécurité militaire n'a pas suffi à calmer le défunt responsable de l'UGTA». Aussi, le parti de Saïd Sadi qualifie le dirigeant du RND d'avorton du parti unique, qui n'existe que grâce aux sacrifices consentis par des militants comme ceux du parti dont il suggère aujourd'hui la dissolution. S'il avait fallu attendre que des Chihab osent s'exprimer pour arracher quelques droits, les Algériens en seraient encore à lire *El Moudjahid*, «la détermination des kasmate FLN défiant les ennemis impérialistes de notre glorieux pouvoir révolutionnaire», note le RCD, pour qui «ni les frasques de M. Chihab ni les innombrables détournements opérés au ministère de la Santé et dans celui des Travaux publics par son futur acolyte ne sont les vrais problèmes du pays». Dans toutes les sociétés, relève le RCD, «les

voleurs et les voyous existent, a fortiori quand les régimes qu'elles subissent sont nés et fonctionnent dans l'opacité et l'illégalité, mais ce qui pose réellement problème dans notre pays, c'est qu'une police politique qui dispose à sa guise de la nation encourage, couvre avant de les recruter des imposteurs et des escrocs pour les infiltrer au plus haut niveau du service public».

«C'est dans ce qu'elles sont des manifestations d'une culture mafieuse institutionnelle que ces insolences et ces vulgarités sont dangereuses», peut-on lire dans le communiqué du RCD pour qui, apparaissant publiquement dans toute leur étendue et leur nuisance, elles prennent en otage l'Etat au vu et au su du citoyen. Une partie des raisons qui alimentent les révoltes dans nos villes et villages vient de ces outragantes promotions.

M. K.